



HARDWARE ET SOFTWARE : INFRASTRUCTURES VS. COMPORTEMENTS

Position géographique unique, infrastructures de pointe, système de santé et d'éducation performants, main d'oeuvre qualifiée, la France possède des atouts majeurs indéniables. Elle possède le *hardware* de l'attractivité économique, c'est-à-dire les infrastructures et les atouts structurels, ou « durs », dont peu de pays disposent. L'avantage britannique lui, se situe sur le *soft*, c'est-à-dire sur les comportements et l'environnement économique et culturel. Le *soft* est, par définition, souple. Or, le problème de la France est sa tendance à faire du *soft* un domaine *hard*, c'est-à-dire à rigidifier ce qui n'est pas de nature à l'être. La place des administrations, accompagnatrices indispensables de l'économie d'un pays, constitue par exemple un sujet crucial de l'attractivité. Partenaires au Royaume-Uni, elles sont le liant et le premier soutien des dirigeants d'entreprise. En France, elles sont régulatrices et la relation est pensée en termes de hiérarchie et d'autorité, qui ne sont pas des concepts économiques.

Le tournant a eu lieu au début des années 1980. Au plus fort de la crise pétrolière, la France comme l'Allemagne, afin de défendre les emplois existants, ont rigidifié leurs économies en augmentant la pression fiscale pour financer les politiques sociales de soutien aux exclus et en régulant le droit du travail de telle sorte qu'il limite le nombre des licenciements. Au même moment, la Grande-Bretagne, en dépit de fortes réticences, adoptait une politique, jamais contredite depuis, de faible pression fiscale et de souplesse économique afin de favoriser la création d'entreprises et le dynamisme de l'emploi. Son PIB/tête est aujourd'hui supérieur à celui de la France de plus de 1 500 €.

Ce sont par conséquent les *softwares* qu'il faudrait améliorer en France, le contexte socio-économique dans lequel les entreprises évoluent. La souplesse ne se situe ainsi pas seulement au niveau des lois, mais peut-être surtout au niveau de la culture économique et de l'administration d'un pays. La France possède des avantages structurels, qui sont les plus difficiles à mettre en place. En s'attaquant au *soft*, la France pourrait aisément devenir un moteur économique puissant et renouer avec une croissance généreuse et un taux d'emploi supérieur à 70%.

Pour cela, il faut traiter des symptômes et non des effets, il ne faut pas modifier le technique, mais l'esprit. La question n'est pas tellement de savoir, par exemple, si la France a trop d'impôts – sa tolérance aux taxes est supérieure à celle du Royaume-Uni, mais bien de comprendre s'ils sont pratiques (et non idéologiques) et combien ils coûtent (et non seulement combien ils rapportent).

En apprenant à tirer parti de ses structures *hard*, dans laquelle elle possède un avantage comparatif indéniable, et à améliorer son *software*, la France aurait tous les atouts pour rattraper, voire dépasser le Royaume-Uni, et atteindre une situation économique saine et enrichissante pour tous.